



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Programme de Rénovation des Immeubles de Copropriété en France (RECIF+) - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Ile-de-France Énergies et l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), arrêté par délibération n°M2022-56 du 22 mars 2022, a identifié la rénovation thermique des logements comme un objectif majeur. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre et amplifier les actions qu'elle met en œuvre en faveur de la rénovation énergétique de l'habitat et notamment des copropriétés qui composent près de 70 % de l'habitat sur son territoire. La Métropole intervient déjà pour la rénovation thermique des copropriétés avec les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH – Plan de Sauvegarde des Cévennes, Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux, ...), la rénovation Bâtiment Basse Consommation (BBC) dans le cadre Ecocités ou encore via le Guichet Unique de la Rénovation Occitanie l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) Montpellier Métropole.

Dans le prolongement de ces actions, le programme national Rénovation des immeubles de Copropriété en France (RECIF+) entend stimuler massivement la demande de rénovation sur le territoire. RECIF+ cible les copropriétés de plus de 10 lots en capacité de mener une rénovation énergétique, c'est-à-dire ayant plus de 25 ans et ne présentant pas de problématique d'impayés majeurs. La Société d'Economie Mixte (SEM) Île-de-France Energies porte ce programme au niveau national dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) prévu à l'article L. 221-7 du Code de l'énergie.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite appuyer la mise en œuvre du programme RECIF+ sur son territoire par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) pour massifier la demande de rénovation énergétique des copropriétés. Pour ce faire, les actions suivantes seront déployées :

- Une campagne de courriers aux copropriétés ciblées ainsi qu'aux syndicats ;
- Une campagne de communication territoriale ainsi que l'organisation d'événements d'informations ;
- L'animation des professionnels du territoire ;
- Un atelier à destination des élus.

Il est proposé dans ce cadre une convention de partenariat entre la SEM Île-de-France Energies, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ALEC, pour permet à ces dernières de bénéficier de ressources méthodologiques et financières pour mettre en œuvre le plan d'action en faveur de la rénovation des copropriétés. Ainsi, la SEM Île-de-France Energies alloue à l'ALEC un budget total de 60 120 € HT dans le cadre du projet RECIF+.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pour sa part, à :

- Faciliter le déploiement des actions sur son territoire pour promouvoir la rénovation énergétique des copropriétés ;
- Donner accès à l'ALEC à une base de données copropriétés ;
- Mettre à disposition ses outils de communication.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la SEM Île-de-France Energies, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ALEC pour mettre en œuvre le plan d'action RECIF+ sur le territoire de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-188467-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION_LOCALE_TRIPARTITE_V3_IDFEnergie-3M-ALEC.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.